

Résolution des JSVR : POUR LA SOLIDARITÉ : UNE RÉPONSE FORTE À L'INITIATIVE DU CHAOS

Le 14 juin prochain, le peuple suisse est appelé à voter sur l'initiative dite « sur la durabilité » – un titre fort de café pour un texte qui ne fait que recycler les discours xénophobes auxquels nous habitue l'UDC depuis maintenant des décennies. Depuis la fin des années 70, le peuple suisse a été amené à voter à 14 reprises sur des initiatives portant sur « le problème des étranger·ères » et à 20 reprises sur des référendums y relatifs. Pour le dire autrement : leur stigmatisation occupe en permanence le débat public.

Sur quelles bases l'initiative postule-t-elle « Pas de Suisse à 10 millions » ? En pratique, elle se réfère au scénario d'évolution de la population 2020-2050 établi par l'Office fédéral de la statistique. Selon le scénario de référence de l'OFS, le nombre de résidents permanents en Suisse atteindra 10,4 millions en 2050. Dans ce cadre, les 10 millions postulés par l'initiative sont un choix stratégique. Si la population résidente permanente en Suisse atteignait effectivement les 10,4 millions en 2050, l'UDC pourrait mettre ce résultat à son crédit : « regardez, c'est notre initiative qui a permis de contenir la croissance de la population ! » et renchérir de suite sur la nécessité de politiques restrictives en matière d'immigration. Mais il convient plus encore de se demander : l'initiative concernant un nombre limité d'habitants, quels groupes de population cible-t-elle exactement ? sans surprise : les sans-papiers, les requérant·e-s d'asile, les permis F, les étranger·ères condamné·e-s.

Dans le déroulement de cette campagne, on est peu surpris de voir toute crédibilité écologique sacrifiée au profit d'un récit patriotique et xénophobe bien connu, qui consiste à faire des migrant·e-s les responsables de tous les maux : hausse des loyers, pénurie de logement, saturation du trafic, urbanisation excessive, hausse de la criminalité, baisse de la qualité de l'enseignement, pseudo perte d'« identité » suisse etc. A les entendre, tout se résume au fantôme de l'immigration incontrôlée. Une nouvelle fois, l'UDC stigmatise l'*Autre* vulnérable - étranger·ère, sans papiers, requérant·e d'asile, débouté·e, etc.- plutôt que de mettre en cause l'exploitation capitaliste exercée sur l'ensemble du salariat. Une nouvelle fois, l'UDC nous offre une démonstration de sa lâcheté politique en canalisant les angoisses sociales sur un bouc émissaire tout trouvé, sans jamais s'attaquer ni à la concentration du capital, ni à la spéculation immobilière, ni à la précarisation du marché du travail, ni à l'érosion des protections sociales, ni aux coupes dans les services publics, ni au manque de moyens alloués à la protection du climat.

Du côté de la droite parlementaire et des acteurs économiques, les critiques se concentrent principalement sur le risque de pénurie de main-d'œuvre qualifiée, en particulier dans le domaine de la santé, des services et de l'hôtellerie-restauration, ainsi que sur les conséquences désastreuses qu'impliquerait l'initiative pour les relations entre la Suisse et l'UE – autant de préoccupations fondées. Cependant, nous regrettons que l'opposition patronale se limite à l'idée que l'immigration n'est profitable que dans la mesure où elle se chiffre en termes de rentabilité. Nous ne voulons pas laisser à l'UDC l'opportunité de se présenter comme un parti *anti – establishment* face à un consensus trompeur. D'un côté, l'UDC s'inscrit dans une lecture réductrice des phénomènes sociaux, qui invite à s'interroger sur ce que le discours politique peut comporter de déshumanisant. De l'autre, force est de constater que la droite patronale et les milieux économiques n'opèrent pas

de rupture radicale avec la logique utilitariste de l'immigration. D'où la conclusion suivante : seul le parti socialiste est en mesure de proposer une alternative forte.

Dans le cadre de sa campagne contre l'initiative « Pas de Suisse à 10 millions » (initiative sur la durabilité), le PSVR s'engage donc à :

- dénoncer fermement le récit identitaire sur l'immigration, aujourd'hui normalisé par les droites radicales européennes
- opposer un contre-discours ferme, au centre duquel sont placées la dignité humaine, la solidarité et la justice sociale
- s'engager plus largement contre toute forme d'atteinte portée aux droits sociaux et démocratiques des individus